



Front Syndical de Classe Créé par des militants CGT et FSU

Site : www.frontsyndical-classe.org - Courriel : frontsyndical.classe@laposte.net

"Le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates. (...) Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme : il prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste." Charte d'Amiens

Le Front Syndical de Classe est affilié à la Fédération Syndicale Mondiale



Déclaration de la Conférence Nationale du Front Syndical de Classe 20 Octobre 2018

« *La régression sociale ne se négocie pas, elle se combat !* » (H. Krasucki)

Notre conférence nationale se tient à un moment qui ne peut laisser place à aucune illusion ni sur la politique de Macron ni sur les possibilités d'une Europe sociale, ni sur la situation internationale.

Au-delà des péripéties politiciennes et conscient de son affaiblissement politique comme de son impopularité, Macron n'en affirme pas moins son intention de poursuivre la mise en œuvre de ses contre-réformes : indemnisation du chômage, agression contre les retraites et remise en cause de la Sécu, poursuite de la déconstruction du système de santé et destruction des structures de proximité, privatisation des biens de la nation, casse de la Fonction Publiques et de ses statuts ; casse des libertés démocratiques et aggravation de la répression contre les militants...

Politique qui va au devant des revendications d'un MEDEF qui en demande toujours davantage et qui s'inscrit dans la déclinaison par les gouvernements nationaux des politiques de régression impulsées par l'Union européenne.

Dans ces conditions, quémander auprès du MEDEF comme l'ont fait les dirigeants syndicaux l'ouverture de négociations fondées sur un « *dialogue social (...) au bénéfice tant des salariés que des entreprises* » constitue une

aberration qui au final ne peut que discréditer le syndicalisme lui-même.

Seules les luttes et la résistance coordonnée du monde du travail peuvent être en mesure de stopper cette agression d'envergure contre TOUS les conquies sociaux issus du rapport des forces de 1945 (une CGT à 5 millions d'adhérents) et de passer à une contre-offensive pour de nouvelles conquêtes.

Plus que jamais dans les pas d'une tradition historique glorieuse le syndicalisme de classe doit refuser de laisser se dresser une muraille entre l'action syndicale quotidienne et la lutte pour un changement de société anti-capitaliste.

Comme le proclame d'ailleurs la Charte d'Amiens si souvent évoquée uniquement sous l'angle de la revendication de l'indépendance syndicale par rapport aux partis politiques dans le contexte précis de l'époque, revendiquant la double besogne et « *préparant l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste* »

L'Union européenne est confrontée au Brexit qu'elle entend faire payer cher aux britanniques afin de tenter de dissuader les autres peuples de suivre la même voie. Elle feint de condamner la montée de l'extrême droite alors qu'elle appuie un

pouvoir politique en Ukraine auxquels participent d'authentiques nazis et ferme les yeux sur la montée de l'anticommunisme dans les anciens pays de l'Est.

C'est que l'extrême-droite constitue pour le capital une solution alternative en temps de crise.

Dans l'immédiat, cette extrême-droite sert de repoussoir pour justifier un rassemblement dans la fuite en avant d'une Europe fédérale cadenassant toujours plus la possibilité des peuples européens de mener une autre politique au service de l'intérêt général et des classes populaires prioritairement.

L'« *Europe sociale* » évoquée depuis des dizaines d'années constituant le leurre brandi pour mieux entretenir l'illusion d'une perspective qui n'advient jamais parce qu'elle est en contradiction totale avec l'essence de l'UE dont le rôle est de préserver les intérêts de l'oligarchie contre TOUS les conquies sociaux.

Par conséquent, il est complètement contradictoire d'appartenir à la Confédération européenne des Syndicats (CES), véritable relais de l'Union européenne dans le monde du travail, et de se réclamer d'un syndicalisme de masse et de classe !

L'indépendance syndicale et l'internationalisme ont besoin pour s'affirmer réellement de rechercher d'autres alliances et de ne pas faire l'impasse sur l'existence confortée ces dernières années de structures internationales combattives comme la Fédération Syndicale Mondiale (FSM).

Au plan international, dans une situation extrêmement complexe, mouvante et dangereuse, rien n'est plus impératif que

d'intervenir pour la PAIX et le désarmement en mettant en accusation les responsabilités majeures de l'impérialisme dans les désordres et le chaos actuels.

La volonté de prédation et de domination du système capitaliste et des ses représentants sont totalement incompatibles avec le respect des droits humains et de ceux de l'environnement et de la nature. En conséquence, la recherche d'une issue aux désordres actuels du monde est indissociable de la remise en cause du capitalisme et de sa crise systémique.

Les prochaines élections dans la fonction publique et qui concerne plus de 5 millions de salariés constituent un enjeu majeur. Pour le MEDEF et les classes dirigeantes, comme l'exprime récemment le Figaro, il s'agit d'utiliser ces élections pour tenter de faire prédominer dans notre pays un syndicalisme de collaboration soumis aux intérêts et aux objectifs des puissants. Pour cela, leur priorité : affaiblir la CGT qui historiquement symbolise le syndicalisme de lutte et de classe au profit de la CFDT. Ils n'ont pas oublié eux que leurs défaites en 1936, en 1945, en 1968 et les conquêtes sociales résultaient précisément dans le champ syndical de la force de la CGT.

Il s'agit donc de mettre en échec cette entreprise qui aurait des conséquences néfastes pour l'ensemble du monde du travail et du peuple lui-même et tout à l'inverse de tout mettre en œuvre pour que se renforce l'influence de la CGT, sans oublier le rôle de la Fédération Syndicale Unitaire (FSU) dans le champ de l'Education nationale dont il convient également de conforter la position.

Pour adhérer au Front Syndical de Classe

- Adhésion individuelle : 36 euros par an (10 pour les bas revenus)

Chèque (à l'ordre de « Front Syndical de Classe ») à envoyer à la trésorière :

Anna Persichini, L'Orée des Pugets L.2, 711 avenue J. Aicard, 06700 Saint Laurent du Var

- Adhésion de syndicats et d'organisations de base : contacter la trésorière ou écrire à frontsyndical.classe@laposte.net